

RDC

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

- 1 **Le mot du PDG de BOA GROUP**
Message from the CEO of BOA GROUP
- 2-3 **Plus de 30 ans de croissance et d'expansion**
Over 30 years of growth and expansion
- 4 **Plus de 30 ans d'expérience au service des clients**
Over 30 years of experience serving customers
- 5 **Les engagements du Groupe**
The commitments of the Group
- 6 **Produits et Services disponibles**
French only

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

- 8-9 **Le mot du Directeur Général**
Comments from the Managing Director
- 10 **Faits marquants 2013**
Highlights 2013
- 11 **Chiffres-clés au 31/12/2013**
Key figures on 31/12/2013
- 12-13 **Engagements citoyens de la Banque**
French only
- 14 **Conseil d'Administration, Capital**
Board of Directors, Capital
- 15-22 **Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 23-24 **Rapport du Commissaire aux Comptes**
French only
- 25-31 **Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 32-35 **Résolutions**
Resolutions
- 36-47 **Annexes**
French only

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unfailing commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

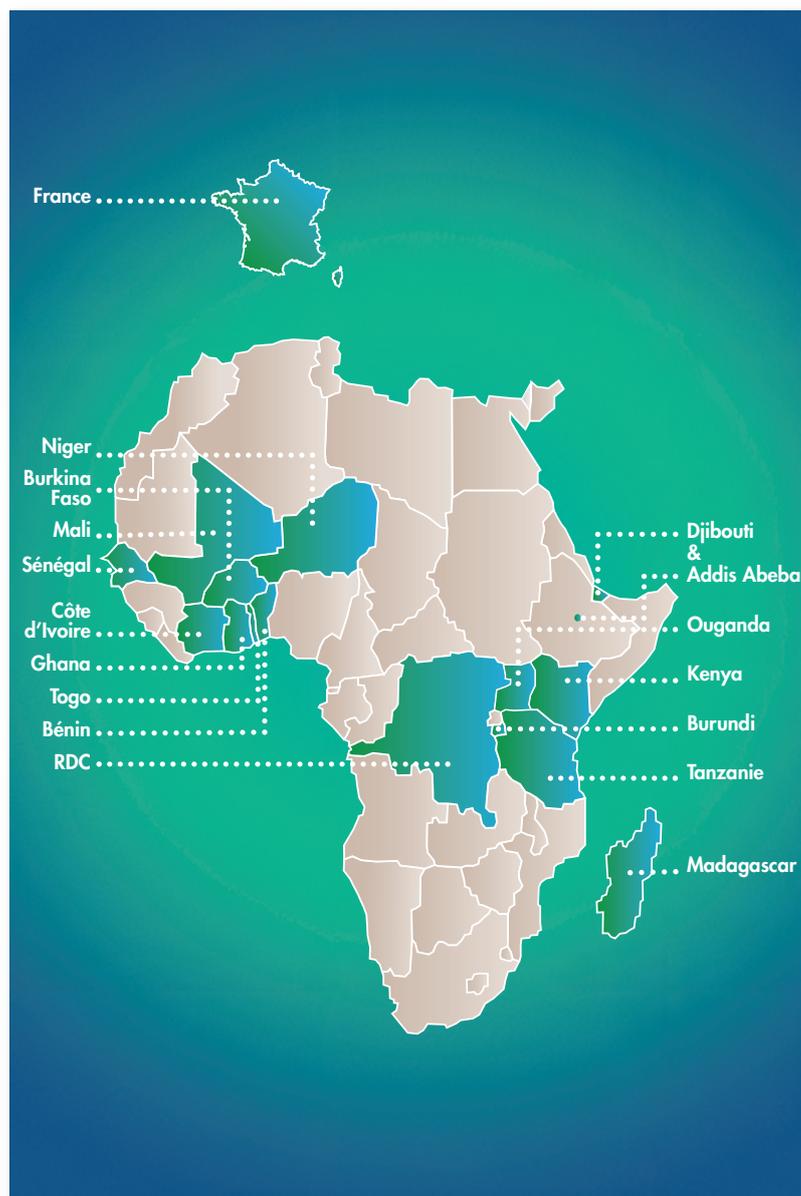
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014.

(*) Figures at 30/4/2014.

PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-RDC



COMPTES

Compte Chèque
Compte Devises

ÉPARGNE

Compte Épargne
Dépôt à Terme
FUTURIS pour les jeunes

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

B-Web Smart

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME
Carte VISA LIBRA
Carte VISA Prépayée TOUCAN

MULTIMÉDIA

B-Phone
B-Web

PACKAGES

Pack SALARIA

PRÊTS

Avance
Découvert Autorisé (Automatique)
Prêt Équipement
Prêt Consommation
Prêt Personnel
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'École »

TRANSFERTS & CHANGE

Change Manuel
Western Union

ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT



Bruno DEGOY
Directeur Général
Managing Director



Soumaïla SIDIBE
Directeur Général Adjoint
Deputy Managing Director

© Anta NTINA

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

La République Démocratique du Congo a connu en 2013 une croissance vigoureuse de 8,5 % après 7,2 % en 2012. Ce taux de croissance est supérieur de 3,7 points à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Le PIB par habitant a, lui, progressé de 5 % contre 3,6 % en 2012.

Cette croissance est tirée essentiellement par les secteurs des mines (la production de cuivre par exemple a atteint en 2013 un niveau record), des travaux d'infrastructures et celui du développement agricole.

L'inflation reste maîtrisée. Elle s'établit en 2013 à 1,1 %.

Le Comité de Politique Monétaire a encore abaissé par 2 fois le taux directeur de la Banque Centrale qui est désormais de 2 %, un taux historiquement bas.

Le niveau des réserves de change est en hausse à 1 726,0 millions d'USD contre 1 645,1 millions d'USD fin 2012 soit 9,1 semaines d'importations de biens et services.

Pour la première fois de son histoire, la RDC a été cotée par les agences internationales de notations (Moody's puis Standard and Poors).

Le Secteur bancaire a profité de la forte croissance du PIB.

Le volume des crédits a continué à augmenter rapidement, 26,5 %, tandis que le volume de dépôts contrôlés par les 18 banques en exercice a augmenté de 18,5 %.

On relèvera que l'essentiel des crédits est octroyé en devises étrangères (essentiellement le dollar américain) mais que la dé-dollarisation du pays, entamée en septembre 2012 donne de premiers résultats : les dépôts en CDF représentent maintenant 15 % des dépôts contre 10 % auparavant.

Sur ce marché en forte croissance, la BOA-RDC a vu son activité se développer encore plus rapidement.

The economy of the Democratic Republic of the Congo expanded by a robust 8.5% in 2013, vs. 7.2% in 2012. This is 3.7 points higher than the Sub-Saharan average.

Per capita GDP rose by 5%, vs. 3.6% in 2012.

This growth was driven mainly by mining (copper output, for example, set a record in 2013), infrastructure construction and agriculture development.

Inflation remained under control at 1.1% in 2013.

The Central Bank's Monetary Policy Committee cut its key rate another two times, to a historically low rate of 2%.

International reserves expanded to USD 1,726.0 million from USD 1,645 million at end-2012, the equivalent of 9.1 weeks of imports of goods and services.

For the first time ever, the DRC has been rated by the international ratings agencies (Moody's, followed by Standard and Poor's).

The banking sector benefited from the strong growth in GDP.

Loan volumes continued to expand rapidly, by 26.5%, while deposits of the 18 banks in operation rose by 18.5%.

Most loans are denominated in foreign currency (mainly the US dollar), but the DRC's de-dollarisation policy has produced its first results since it began in September 2012: deposits in CDF now account for 15% of deposits vs. 10% previously.

On this fast-growing market BOA-RDC's activity has expanded even faster.

Its deposits expanded by 73% and its loans by 89% from end-2012 to end-2013, far above the market average.

C'est ainsi que le volume des dépôts gérés augmente de 73 % et ceux des crédits de 89 % entre fin 2012 et fin 2013, des croissances nettement supérieures au marché.

Le nombre de clients a été multiplié par 2,6. L'essentiel de cette hausse provient de l'ouverture de comptes de salariés qui représentent 2/3 des ouvertures de comptes pour 1/3 qui concernent la bancarisation des fonctionnaires.

Ceci se traduit notamment par la multiplication par 2, 2 des volumes d'épargne gérées.

Les crédits aux entreprises ont eux aussi fortement progressé en étant multipliés par 2,3, témoignant de la présence croissante de notre Banque sur les divers marchés bancaires.

La Banque s'est engagée en 2013, à Goma dans l'est du pays, sur du « downscaling » en proposant aux PME des produits et des services adaptés. Cette première expérience est encourageante et elle sera étendue en 2014 aux villes où nous serons présents (Kinshasa et Lumbubashi).

L'exercice se termine certes par une perte, mais l'équilibre mensuel des comptes a été atteint lors du dernier trimestre.

Ces performances ont été réalisées avec des effectifs en hausse de 19 % seulement, ce qui témoigne de l'efficacité accrue de nos équipes tant du front-office que du back-office qui, toutes sans exception, ont bénéficié d'au moins une action de formation.

Qu'elles soient remerciées pour tous les efforts accomplis pour que notre Banque devienne progressivement un acteur incontournable du marché congolais au service du développement économique de la RDC.

Bruno DEGOY
Directeur Général

The number of customers rose 2.6-fold, driven mainly by salaried workers, who opened two thirds of all new accounts, vs. one third by public-sector workers.

This resulted in a 2.2-fold increase in savings volumes.

Business loans also expanded strongly, by 2.3-fold, reflecting our Bank's growing presence on various bank markets.

In Goma, in the eastern DRC, the Bank committed itself to "downscaling" in 2013 in offering more suited products and services to SMEs. This first experience was encouraging and in 2014 will be expanded to other cities where we will have branches (Kinshasa and Lubumbashi).

While the Bank showed a loss for the fiscal year as a whole, it broke even on a monthly basis during the fourth quarter.

These performances were achieved with just a 19% increase in staff numbers, which reflects our staff's greater efficiency in both the front and back offices. All staff members have undergone at least one training session.

We wish to thank them for everything they have done to help our Bank gradually become a key player on the DRC market for the greater good of fostering the country's economic development.

Bruno DEGOY
Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

JANVIER

Début de la commercialisation de la Carte prépayée VISA TOUCAN.

AVRIL

Participation à la Campagne Commerciale « Épargne 2013 » du Groupe BOA.

MAI

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

Lancement de la version mobile de la Banque en ligne, dénommée « B-Web Smart ».

JUIN

Participation à la 7^e édition du Festival de Jazz de Kinshasa.

Participation au Challenge du Groupe BOA de la Campagne Commerciale sur le prêt scolaire « Tous à L'École ».

JUILLET

Participation à l'édition 2013 de la Foire Internationale de Kinshasa (FIKIN).

AOÛT

Lancement de la Carte SÉSAME en Francs Congolais pour accompagner la politique de dé-dollarisation lancé par le Gouvernement.

OCTOBRE

Participation à l'édition 2013 de la Journée Internationale de l'Épargne organisée par la Banque Centrale du Congo et l'agence allemande de développement GIZ, à Kinshasa et Goma.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe, à Fès, au Maroc.

NOVEMBRE

Participation à la Campagne Commerciale du Groupe dénommée « Campagne Dépôts 2013 ».

JANUARY

Began marketing of the VISA TOUCAN prepaid Card.

APRIL

Took part in the BOA Group's "Épargne 2013" marketing campaign.

MAY

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

Launched the mobile version the online banking app "B-Web Smart".

JUNE

Took part in the 7th Kinshasa Jazz Festival.

Took part in the BOA Group Challenge for the "Tous à l'École" marketing campaign.

JULY

Took part in the 2013 edition of the Kinshasa International Fair (FIKIN).

AUGUST

Launched the "Carte SÉSAME" in Congolese francs as part of the government's de-dollarisation meetings.

OCTOBER

Took part in the 2013 edition of the "Journée Internationale de l'Épargne" organised by the Central Bank of the Congo and the German federal enterprise for development GIZ in Kinshasa and Goma.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

NOVEMBER

Took part in the BOA Group's "Campagne Dépôts 2013" marketing campaign.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle*
Deposits* **30 513**

Créances clientèle*
Loans* **48 148**

RÉSULTAT / INCOME

Produit Net Bancaire*
Net operating income* **6 838**

Charges de fonctionnement*
Operating expenses* **6 373**

Résultat Brut d'Exploitation*
Gross operating profit* **-749**

Résultat Net*
Net income* **-1 042**

Coefficient d'Exploitation (%)
Operating ratio (%) **114**

STRUCTURE / STRUCTURE

Fonds Propres après répartition*
Shareholders' equity after distribution* **10 214**

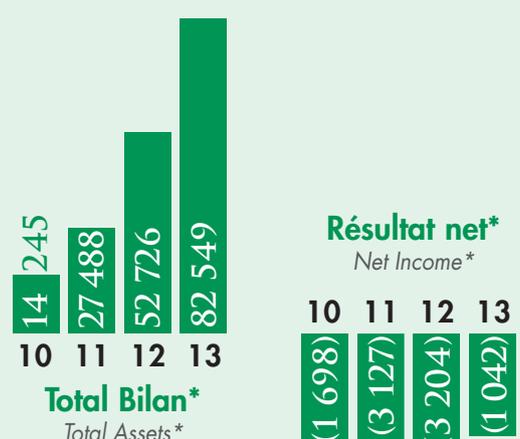
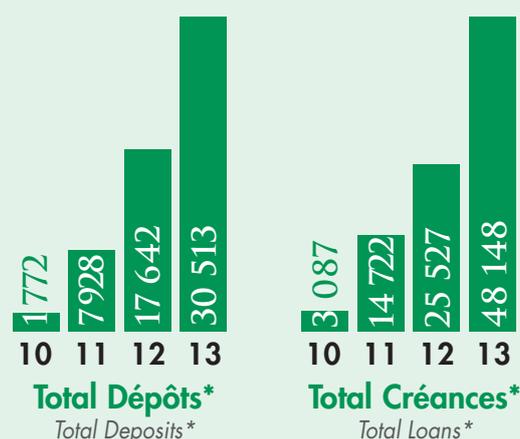
Fonds Propres / Total Bilan (%)
Shareholders' equity / Total assets (%) **12.3**

Effectif moyen pendant l'exercice
Average number of employees **113**

Total Bilan* / Total Assets*
82 549

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013

EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



La réunion plénière des Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

2013 BANK OF AFRICA network management plenary meeting, in Dakar, Senegal.

M. BENNANI, PDG du Groupe BOA, s'adressant aux Administrateurs lors de la réunion plénière, à Fès, au Maroc.

Mr BENNANI, BOA Group CEO, speaking to Directors at plenary meeting, in Fes, Morocco.

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

En 2013, la BANK OF AFRICA – RDC (BOA-RDC), fidèle à son engagement citoyen vis à vis des communautés locales, a poursuivi et accru son implication dans les domaines social, environnemental et économique en République démocratique du Congo.



MARATHON INTERNATIONAL BOA

▲ Les athlètes pendant la course.
Les 3^e et 4^e en partant de la droite font partie de l'équipe de la RDC.

SOCIAL

Participation à la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d'une délégation.

Participation au 1^{er} Tour Cycliste International de la RDC via le sponsoring de l'équipe mixte France-Katanga qui a arboré les couleurs de la BOA-RDC durant cette belle course, dans les provinces du Bas-Congo, Bandundu et Kinshasa.



1^{ER} TOUR CYCLISTE DE LA RDC

- ▲ Champions de l'étape Inkisi- Kinshasa (130 kms).
- ◀ Lancement officiel par le 1^{er} Ministre, sur le Pont Mpozo à Matadi.
- ▼ Arrivée dans la ville de Kimpese au Bas-Congo.



Soutien au projet sur la « Quinzaine des enfants en situation de rue » organisée à Kinshasa par l'ONG Save The Children en partenariat avec l'UNICEF et le Ministère des Affaires Sociales de la RDC, dans le cadre de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant.

Participation au projet « Blanc d'Ébène » organisé par la Fondation MWIMBA TEXAS et la photographe Patricia WILLOCCQ, par le financement de l'achat de lunettes pour les enfants albinos à Kinshasa.

Participation au Forum sous régional de Lutte contre le choléra organisé par les Ministères de la Santé Publique et du Plan, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), à Kinshasa.



► Stand BOA-RDC au Salon de l'Automobile de Kinshasa 2013.



▲ Stand de la BOA-RDC à la cérémonie de lancement à la 3^e édition de la Journée Internationale de l'Épargne par le Gouverneur de la Banque Centrale, à Kinshasa. Et ouverture du compte d'une élève lauréate. ▲

ENVIRONNEMENTAL

L'année 2013 a été caractérisée par le renforcement de la gestion environnementale au sein du processus d'octroi de crédit, par la participation de la BOA-RDC à un séminaire du Groupe au Sénégal.

Participation au Forum sur la Finance Responsable, organisé par le Fonds de Promotion de la Micro-Finance (FPM) en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), UN Capital Development Fund (UNCDF) et le Comité d'Échange, de Réflexion et d'Information sur le Système d'Épargne - Crédit (CERISE).

Formation des agents de la Banque sur la gestion environnementale et sociale à Kinshasa.

ÉCONOMIQUE

Participation au 1^{er} Salon de l'Automobile et de l'Équipement de la RDC à Kinshasa, avec la présentation d'un prêt à moyen et long terme destiné à financer l'acquisition des véhicules neufs pour les particuliers.

Participation au lancement de la Journée Internationale de l'Épargne, en tant que partenaire de la Banque Centrale du Congo et de l'agence de développement allemande GIZ, pour la sensibilisation de la population sur la nécessité de l'épargne.



CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 5 mai 2014, le Conseil d'Administration, de 7 membres, est composé comme suit :

At 5th May 2014, the Board of Directors comprised the following 7 members:

Mohamed BENNANI, Président / *Chairman*

BOA GROUP S.A., représentée par
represented by Abderrazzak ZEBDANI

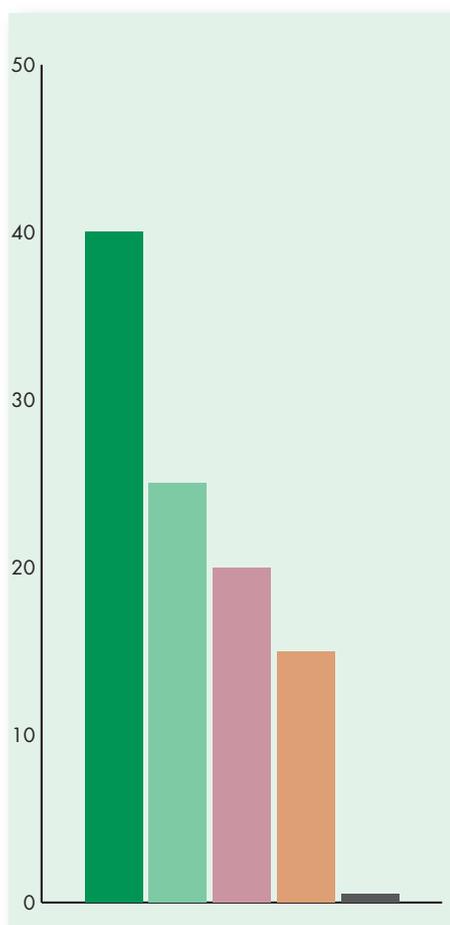
Vincent de BROUWER

Paulin COSSI

Mamadou KA

Henri LALOUX

Denis POMIKALA



CAPITAL

Au 5 mai 2014, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 5th May 2014, the Bank's capital was held as follows:

40.01% BOA GROUP S.A.

25.00% AFH-OCÉAN INDIEN

19.98% BIO S.A.

14.98% PROPARGO

0.03% ACTIONNAIRES PRIVÉS
PRIVATE SHAREHOLDERS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Mohamed BENNANI

Président du Conseil d'Administration
Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DE LA RDC EN 2013 2013 RDC KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	2 345.4	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	67.51	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	30.63	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	453.71	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	19	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 MARS 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

L'année 2013 a été caractérisée par des inégalités de croissance selon les zones géographiques. Elle s'est stabilisée autour de 3 %.

L'économie mondiale s'apprête en 2014 à renouer avec une croissance plus robuste, projetée selon les dernières estimations du Fond Monétaire International (FMI) du mois d'octobre à 3,6 %.

Dans la zone Euro

L'Euro s'est beaucoup apprécié en 2013 envoyant un signal de reprise de la croissance. Cette reprise a été soutenue notamment par le ralentissement du taux d'inflation occasionnant la baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 0,25 % et celui de prêt marginal à 0,75 %, sans oublier le renforcement du sentiment de confiance des entreprises européennes.

Aux États-Unis

Le taux de croissance prévu initialement à 1,9 % s'est situé finalement à 2,70 % malgré l'impasse budgétaire connue en 2013. Très peu de bouleversements sont attendus en 2014.

En Asie

En Chine, la croissance s'est située à 7,7 % en 2013 comme en 2012, soit l'un des plus faibles taux depuis la crise financière qui a frappé l'Asie du Sud-Est en 1997.

Au Japon, l'inflation s'est située à + 1,2 % en glissement annuel, un record depuis 2008, ce qui reconforte le gouvernement dans sa lutte contre la déflation. La croissance a été négative de 0,42 % contre une prévision de 1,4 %.



Le Bureau Avancé Triangle à Mont-Ngafula.
The "Bureau Avancé Triangle", in Mont-Ngafula.

En Afrique

La croissance, qui s'est accélérée en Afrique sub-saharienne en 2013 avec un taux de 4,7 % a été soutenue non seulement par les secteurs pétroliers et miniers, mais aussi par l'agriculture et les services ainsi que par une demande solide, tirée par la consommation et les investissements. Elle devrait s'accélérer en 2014 suivant les prévisions du FMI pour s'établir à 6 %.

Les nouveaux investissements prévus en 2014 à travers le continent, contribueront à l'accélération de la croissance et à la création d'emplois directs et indirects.



Intérieur du Bureau Avancé Triangle à Mont-Ngafula.
Inside the "Bureau Avancé Triangle", in Mont-Ngafula.

En République Démocratique du Congo (RDC)

Malgré l'insécurité à l'Est du pays et la fragilité de ses institutions, des perspectives de croissance ont été affichées durant toute l'année. Cet état de choses lui a valu sa première notation de l'Agence Moody's, notation d'émetteur B3 en devises et monnaie locale assortie d'une perspective stable, le 6 septembre 2013, puis en décembre 2013 la note B- établie par l'Agence américaine de notation Standard and Poor's après évaluation de la qualité de sa dette à long terme.

↑ TAUX DE CROISSANCE + 8,5 %

L'année 2013 a été clôturée avec un **taux de croissance de 8,5 %**.

Cette évolution a résulté du regain d'activités affiché notamment par les secteurs des mines, des travaux d'infrastructure et de l'agriculture.

Cette amélioration du niveau d'activité économique est également attestée par la progression de l'indice de confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture intérieure.

Par ailleurs, le pays a connu son **taux d'inflation le plus faible** depuis l'Indépendance en 1960, soit 1,07 % pour un objectif de 4 %, contre 2,72 % en 2012.

Pour ce qui est des dépenses publiques, l'exécution des opérations financières de l'État en 2013 a été caractérisée par une consommation modérée de l'épargne budgétaire.

Compte tenu de ce qui précède, la loi des finances promulguée par le Chef de l'État le 1^{er} février 2014, concentre l'action économique du gouvernement sur l'intensification des efforts de mobilisation des ressources budgétaires, pour faire de la RDC un pays émergent à l'horizon 2030. Elle prévoit les indicateurs macro-économiques suivants à fin 2014 : un taux de croissance du PIB de 8,7 %, un taux déflateur du PIB de 2,2 %, un taux d'inflation fin de période de 3,7 % contre 3,9 % en moyenne, un taux de change moyen USD/CDF de 927,97 et un PIB nominal de 21 828,2 milliards de CDF.

Les recettes et les dépenses du budget 2014 du pouvoir central s'élèvent à 8 273,4 milliards de CDF représentant 37,9 % du PIB et dégagant un taux d'accroissement de 14,0 % par rapport au budget 2013.

Les activités et les résultats de la BANK OF AFRICA – RDC (BOA-RDC) en 2013 se caractérisent par les points suivants.

↑ BILAN + 56 %

Une progression à nouveau importante du **total de bilan, + 56 %**, pour atteindre 82,5 milliards de CDF.

Des fonds propres de 10,2 milliards de CDF impactés par les reports négatifs depuis le démarrage de la Banque.

Le capital social est resté à 20 millions d'USD en 2013. Afin d'accompagner la croissance de la Banque, le Conseil d'Administration a proposé une augmentation de 5 millions d'USD, qui sera réalisée au cours du premier semestre 2014.

Une hausse des ressources de la clientèle de 73 % de date à date pour terminer l'année avec 30,5 milliards de CDF. Cette année encore, la position de place de la BOA-RDC s'est améliorée et passe à 1,1 % contre 0,71 % fin 2012.

Une progression des crédits de 89 % portant l'encours à 48,1 milliards de CDF à fin 2013. Les engagements hors bilan sont en forte progression mais restent marginaux avec des encours de 2 milliards.

78 % de l'encours de crédit sont des emplois à moyen terme.

La Banque progresse sur les concours aux entreprises qui représentent maintenant 30 % de l'encours de crédit.

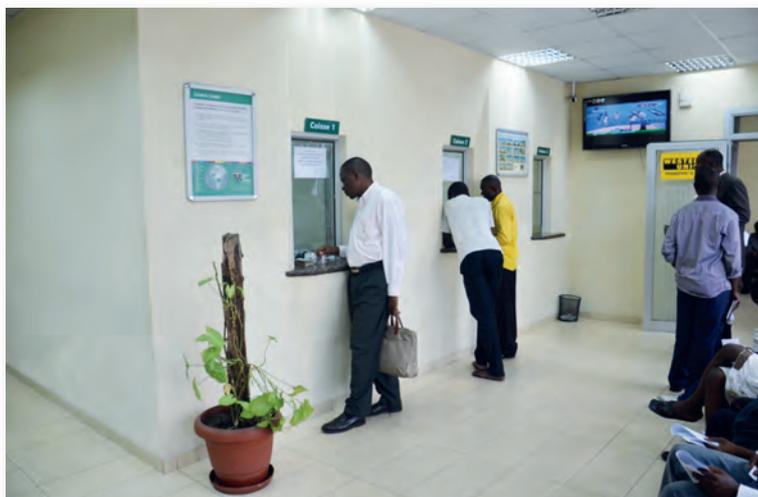
Globalement, la Banque contrôle maintenant 3,3 % du marché contre 2 % en 2012.

Les dettes interbancaires s'accroissent fortement pour financer l'écart entre ressources de clientèle et crédits à la clientèle.

Du montant à fin décembre des emprunts interbancaires à court terme (37,2 milliards de CDF), il convient de déduire le montant des placements (8,1 milliards de CDF) pour appréhender le montant des emprunts interbancaires nets (29,1 milliards de CDF). Le total des emprunts interbancaires est constitué à hauteur de 84 % d'emprunts auprès du Groupe (BMCE Bank ou BOA).



L'Agence Victoire, à Matonge.
The Victoire Branch, in Matonge.



Le hall de l'Agence Victoire, à Matonge.
The Victoire Branch banking hall, in Matonge.

↑ UN PRODUIT NET BANCAIRE (PNB) EN HAUSSE DE 108 %

Les créances en souffrance s'élèvent à 1,6 milliards de CDF représentant 3,2 % du total des encours.

Les produits d'intérêts et assimilés provenant des créances sur la clientèle ont augmenté de 95,3 % pour atteindre 4,8 milliards de CDF.

Les produits des placements de nos excédents de Trésorerie ont été multipliés par 2,5 pour atteindre 285 millions de CDF grâce à une gestion fine de nos ressources.

Les intérêts payés à la clientèle ont augmenté de 38,4 % et atteignent 309 millions de CDF.

Les charges sur opération de trésorerie et interbancaires connaissent une forte hausse en doublant et atteignent 1 194 millions de CDF.

La marge bancaire nette de la Banque connaît une progression très favorable (+ 101,2 %) pour atteindre 3,5 milliards de CDF.

Le PNB qui résulte de ces mouvements est en hausse sur 2013 de 108 % et atteint 6,8 milliards de CDF.

Les charges salariales augmentent de 20,9 % pour atteindre sur l'exercice 2,7 milliards de CDF.

Les charges générales d'exploitation enregistrent une hausse de 31,6 % à 3,6 milliards de CDF.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 13,1 % à 1,2 milliards de CDF.

Le résultat net après dotation aux provisions ressort sur l'exercice une perte nette de 1 042 millions de CDF, soit une perte trois fois inférieure à la perte de l'exercice 2012.

Il convient de noter que la BOA-RDC a maintenant un résultat mensuel équilibré.

Au vu du résultat de l'exercice, le Conseil d'Administration propose d'affecter le résultat dégagé en **report à nouveau**.

En 2014, notre Banque poursuivra ses efforts d'innovation et de développement de son réseau d'agences, en ouvrant notamment une agence à Lubumbashi, en renforçant sa capacité de mobilisation des dépôts, en développant fortement les crédits aux grandes entreprises et en capitalisant son expérience en cours sur les Petites et Moyennes Entreprises.

Ces objectifs nécessiteront encore une forte mobilisation du personnel qui sera aidé par un plan de formation ambitieux et que nous félicitons pour son engagement constant depuis le démarrage de la Banque en Avril 2010.

Enfin, le Conseil d'Administration remercie tous les actionnaires pour leur soutien constant et actif. ■



Stand BOA-RDC à l'édition 2013 de la Foire Internationale de Kinshasa (FIKIN).
The BOA-RDC stand at 2013 edition of the Kinshasa International Fair (FIKIN).



L'Agence Delvaux, à Mbinza.
The Delvaux Branch, in Mbinza.

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 24 MARCH 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

2013 was marked by geographically uneven growth that stabilised at about 3%.

In 2014 the global economy is readying to return to more robust growth, which the latest projections of the International Monetary Fund (IMF), in October, put at 3.6%.

In the Euro zone

The Euro strengthened appreciably in 2013, sending out a signal of renewed growth. This recovery was driven mainly by the slowing in the inflation rate, which led the European Central Bank (ECB) to cut its key rate to 0.25% and its marginal lending rate to 0.75%. In addition, European business confidence improved.

In the United States

The growth rate, initially projected at 1.9%, ultimately came in at 2.70%, despite the budget standoff in 2013. Very little disruption is expected for 2014.

In Asia

In China the economy expanded by 7.7% in 2013, as in 2012, one of its lowest rates since the 1997 financial crisis in Southeast Asia.

In Japan, year-on-year inflation came to +1.2%, a record since 2008, which is giving the government confidence in its anti-deflation fight. Growth was a negative 0.42% vs. a 1.4% forecast.

Emerging markets

Emerging markets, which had held up well on the whole in 2011, suffered to varying degrees from the slowdown in global trade as well as in international bank financing, due to the difficulties of European banks. Forced to seek out domestic sources of growth, external imbalances re-emerged or worsened in countries such as Brazil and India.

In Africa

Growth, accelerated in Sub-Saharan Africa in 2013 to 4.7%, driven not only by the oil and mining sectors, but also by agriculture and services, as well as solid demand, based on consumption and investment. The IMF forecasts 6% growth in 2014.

New investments planned throughout Africa in 2014 will boost growth and create direct and indirect jobs.

In the Democratic Republic of the Congo (DRC)

Despite insecurity in the eastern DRC and the weakness of its institutions, growth prospects remained intact throughout the year. This earned the DRC its first rating from Moody's: a B3 issuer rating in foreign and local currency along with a stable outlook, on 6 September 2013, then in December 2013 a B- rating by the US ratings agency Standard and Poor's after a review of the quality of its long-term debt.

2013 ended with **a growth rate of 8.5%**.

Growth was driven in particular by an upturn in the mining sectors, infrastructure and agriculture sectors.

Growth in economic activity is reflected in the improvement in business leaders' confidence in the economy's prospects.

Meanwhile, the DRC experienced its **lowest inflation** since Independence in 1960, i.e., 1.07%, vs. a 4% target and 2.72% in 2012.

As for public expenditure, execution of the state's financing transactions in 2013 placed only a moderate burden on the budget.

In light of the above, the budget promulgated by the Head of State on 1st February 2014 focuses the government's economic action on stepping up efforts to use fiscal resources to make the DRC an emerging economy by 2030. It projects the following macroeconomic indicators for end 2014: 8.7% GDP growth, a 2.2% GDP deflator rate, a 3.7% inflation rate at the end of the period, vs. 3.9% on average, an average USD/CDF exchange rate of 927.97 and nominal GDP of CDF 21,828.2 billion.

Receipts and expenditure of the central government's 2014 budget come to CDF 8,273.4 billion, or 37.9% of GDP, a 14.0% increase compared to the 2013 budget.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

Below are some highlights of the activities and results of BANK OF AFRICA – RDC (BOA-RDC) in 2013.

Another robust increase in total assets: +56% to CDF 82.5 billion.

Shareholders' funds of CDF 10.2 billion, including retained losses since the Bank was founded.

Total capital remained at USD 20 million in 2013. To accompany the Bank's growth, the Board of Directors has proposed a USD 5 million capital increase, for the first half of 2014.

Customer deposits rose by 73% year-on-year, ending the year at CDF 30.5 billion. BOA-RDC's market position improved once again this year, to 1.1% vs. 0.71% at the end of 2012.

Loans expanded by 89% to CDF 48.1 billion at the end of 2013. Off-balance sheet liabilities increased sharply but are still marginal, at CDF 2 billion.

78% of outstanding loans are medium-term loans.

The Bank achieved gains in business lending, which now accounts for 30% of outstanding loans.

On the whole, the Bank now controls 3.3% of the market, vs. 2% in 2012.

Interbank debt rose sharply reducing the gap between customer deposits and loans.

The amount of deposits (CDF 8.1 billion) must be deducted from the end-December amount of short-term interbank loans (CDF 37.6 billion) to arrive at the net interbank loans (CDF 29.5 billion). 84% of the total of interbank loans are loans from the Group (BMCE Bank or BOA).

Doubtful and litigious loans came to CDF 1.6 billion, or 3.2% of all outstanding loans.

Net Banking Income (NBI) rose by 108%.

Interest and similar income from customer loans surged by 95.3% to CDF 4.8 billion.

Proceeds from investing our cash surpluses rose 2.5-fold to CDF 285 million, thanks to skilful management of our resources.

Interest paid to customer accounts increased by 38.4% to CDF 309 million.

Expenses on treasury and interbank transactions doubled to CDF 1,194 million.

Net banking margin improved considerably (+101.2%), to CDF 3.5 billion.

The resulting **NBI** more than doubled, to 108% in 2013 to CDF 6.8 billion.

Salary expenses rose by 20.9% to CDF 2.7 billion.

General operating expenses increased by 31.6% to CDF 3.6 billion.

Amortization rose by 13.1% to CDF 1.2 billion.

Net loss after provisions came to CDF 1,042 million; three times lower than in 2012.

It is noteworthy that BOA-RDC is now breaking even on a monthly basis.

Based on the results of the fiscal year, the Board of Directors proposes allocating the net loss to **retained losses**.

In 2014, our Bank will continue its efforts at innovation and expansion in its branch network, opening a branch in Lubumbashi. This will help it attract more deposits, aggressively expand its lending to large companies and capitalise on its experience with small and mid-sized companies.

These objectives will require a further strong commitment from personnel, who will be helped by an ambitious training plan. We congratulate our staff for its steadfast commitment since the Bank began business, in April 2010.

The Board of Directors thanks all shareholders for their unfailing and active support. ■

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- **l'audit des comptes annuels de la BANK OF AFRICA – RDC (BOA-RDC) tels qu'ils sont joints au présent rapport ;**
- **les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.**

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints, exprimés en Francs Congolais, de la BANK OF AFRICA – RDC au 31 décembre 2013, qui comprennent le bilan, le compte de profits et pertes, l'état de variation des capitaux propres, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

1. Responsabilité de la Direction pour les comptes annuels

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces comptes annuels, conformément aux principes généralement admis en République Démocratique du Congo et aux instructions de la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des comptes annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

2. Responsabilité du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

3. Fondement de l'opinion

À notre avis, les comptes annuels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la BANK OF AFRICA – RDC au 31 décembre 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux instructions et directives de la Banque Centrale.

II. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues à l'article 713 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers.

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le 19 mars 2014

Signé par : PricewaterhouseCoopers

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN CDF)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	1 723 230 507	2 218 466 388
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	13 452 828 158	13 746 992 664
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	8 127 673 513	5 589 163 703
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	1 644 560 634	2 233 449 088
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	6 483 112 879	3 355 714 615
• À TERME / TERM DEPOSITS	5 325 154 645	8 157 828 961
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	25 527 427 082	48 148 315 950
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	24 337 819 444	45 352 306 289
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	24 337 819 444	45 352 306 289
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES		
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT		
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	1 189 607 638	2 796 009 661
• AFFECTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS		
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE	128 477 525	185 664 676
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	357 125 021	163 651 661
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	10 417 878 451	10 174 541 451
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	423 934 138	642 399 430
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	695 529 085	7 269 064 015
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	52 726 429 967	82 549 096 235
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	312 523 028	1 998 424 345
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	312 523 028	1 998 424 345
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS		
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	312 523 028	1 998 424 345
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CDF)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	22 603 448 032	38 268 630 931
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	457 390 573	591 540 211
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	457 390 573	591 540 211
• À TERME / TERM DEPOSITS	22 146 057 459	37 677 090 720
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	17 641 814 368	30 513 483 480
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	3 447 346 704	6 640 193 132
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	9 611 398 277	17 152 758 789
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	4 583 069 388	6 720 531 559
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES		
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	591 394 233	696 896 103
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	429 580 041	2 435 369 144
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS	3 390 000 003	3 390 000 003
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	204 939 308	420 247 762
CAPITAL / CAPITAL	14 774 082 500	14 775 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS		
RÉSERVES / RESERVES		
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES	1 120 292 170	1 120 292 170
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	-4 825 186 301	-8 029 120 688
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	-3 203 934 387	-1 041 702 671
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	52 726 429 967	82 549 096 235
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	312 523 028	1 998 424 345
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	312 523 028	1 998 424 345
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	312 523 028	1 998 424 345
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN CDF)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	707 784 402	1 276 740 352
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	444 992 992	966 879 642
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	223 390 617	309 139 160
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES		
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES	39 400 794	721 550
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	102 750 391	226 957 396
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	141 612 434	4 838 432
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	141 612 434	4 838 432
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES		
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	5 028 246 485	6 373 437 538
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	2 279 926 569	2 755 933 299
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	2 748 319 915	3 617 504 239
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	1 072 292 866	1 212 794 639
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	431 705 836	390 071 990
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	67 045 659	41 000 269
Pertes SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	96 324 849	
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	4 448 239	3 558 591
BÉNÉFICE / PROFIT		
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	7 652 211 160	9 529 399 207

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CDF)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	2 489 077 706	4 861 892 221
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	6 040 289	118 706 989
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	2 472 552 317	4 728 214 350
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	10 485 100	14 970 881
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
<i>/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS</i>		
COMMISSIONS / COMMISSION	1 217 157 843	2 481 813 799
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	389 586 417	551 244 608
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	94 668 262	151 133 240
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME		
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	275 651 650	318 682 375
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	19 266 505	81 428 993
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	148 430 148	451 255 863
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
<i>/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>	188 004 521	135 362 160
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
<i>GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS</i>		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	16 020 139	6 127 885
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS		
PERTES / LOSS	3 203 934 387	1 041 702 671
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	7 652 211 160	9 529 399 207

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN CDF)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	2 489 077 706	4 861 892 220
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	6 040 289	118 706 989
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	2 472 552 317	4 728 214 350
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	10 485 100	14 970 881
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-707 784 402	-1 276 740 352
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-444 992 992	-966 879 642
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-223 390 617	-309 139 160
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-39 400 794	-721 550
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	1 781 293 303	3 585 151 868
PRODUITS DE COMMISSIONS	1 217 157 843	2 481 813 799
CHARGES DE COMMISSIONS	-102 750 391	-226 957 396
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	1 114 407 453	2 254 856 403
RÉSULTATS NETS SUR :	247 973 983	546 406 176
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	94 668 262	151 133 240
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS		
• OPÉRATIONS DE CHANGE	134 039 216	313 843 943
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	19 266 505	81 428 993
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	148 430 148	451 255 863
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	148 430 148	451 255 863
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	3 292 104 887	6 837 670 310
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-5 028 246 485	-6 373 437 538
• FRAIS DE PERSONNEL	-2 279 926 569	-2 755 933 299
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-2 748 319 915	-3 617 504 239
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR CREANCES DOUTEUSES	-1 503 998 701	-1 212 794 639
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR CREANCES DOUTEUSES	188 004 521	
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-3 052 135 778	-748 561 867
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR		-254 709 830
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG		
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	-3 052 135 778	-1 003 271 697
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-51 025 521	-34 872 384
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-96 324 849	0
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-4 448 239	-3 558 591
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-3 203 934 387	-1 041 702 671

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CDF)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	2 489 077 706	4 861 892 220
• ON INTERBANK LOANS	6 040 289	118 706 989
• ON CUSTOMER LOANS	2 472 552 317	4 728 214 350
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME	10 485 100	14 970 881
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-707 784 402	-1 276 740 352
• ON INTERBANK LIABILITIES	-444 992 992	-966 879 642
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-223 390 617	-309 139 160
• ON DEBT SECURITIES		
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-39 400 794	-721 550
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	1 781 293 303	3 585 151 868
COMMISSION INCOME	1 217 157 843	2 481 813 799
COMMISSION EXPENSES	-102 750 391	-226 957 396
NET RESULT FROM COMMISSION	1 114 407 453	2 254 856 403
NET RESULT FROM	247 973 983	546 406 176
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	94 668 262	151 133 240
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS		
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	134 039 216	313 843 943
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	19 266 505	81 428 993
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	148 430 148	451 255 863
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	148 430 148	451 255 863
OTHER BANK OPERATING EXPENSES		
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS		
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	3 292 104 887	6 837 670 310
OPERATING OVERHEADS	-5 028 246 485	-6 373 437 538
• PERSONNEL COSTS	-2 279 926 569	-2 755 933 299
• OTHER OVERHEADS	-2 748 319 915	-3 617 504 239
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON DOUBTFUL LOANS	-1 503 998 701	-1 212 794 639
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON DOUBTFUL LOANS	188 004 521	
GROSS OPERATING PROFIT	-3 052 135 778	-748 561 867
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS		-254 709 830
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRE-TAX OPERATING INCOME	-3 052 135 778	-1 003 271 697
EXTRAORDINARY ITEMS	-51 025 521	-34 872 384
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	-96 324 849	0
CORPORATE INCOME TAX	-4 448 239	-3 558 591
NET INCOME FOR THE YEAR	-3 203 934 387	-1 041 702 671

* Exercice / Fiscal year

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 MARS 2014

I. DÉLIBÉRATION

L'Assemblée a abordé son ordre du jour par le rapport du Conseil à l'Assemblée présenté par le Président de séance. Ce dernier a tout d'abord dressé un tableau du paysage macro-économique dans lequel a évolué la RDC durant l'année 2013 avant de développer une analyse des résultats de la Banque pour l'exercice fiscal 2013.

Le Président a par la suite passé la parole à Monsieur Bruno KAMBAJA, représentant du Commissaire aux Comptes, PricewaterhouseCoopers, pour la présentation de son rapport sur les livres de la Banque, le bilan et les comptes de la Banque pour l'exercice fiscal 2013.

Après débat et délibération sur les autres points inscrits à l'ordre du jour, les résolutions ci-après ont été votées et adoptées à la majorité absolue des voix.

II. RÉSOLUTIONS

1. Première Résolution

L'Assemblée approuve le rapport du Conseil sur l'activité et les comptes de la Banque pour l'exercice 2013.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

2. Deuxième Résolution

Le rapport annuel du Commissaire aux Comptes sur l'audit des livres de la Banque pour l'exercice fiscal 2013 est approuvé par l'Assemblée.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

3. Troisième Résolution

Le bilan et les comptes de la Banque relatifs à l'exercice social 2013 et affichant une perte de 1 041 702 671 CDF ont été approuvés et la perte affectée au report à nouveau.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

4. Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus sans réserve aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats au cours de l'exercice social 2013.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

5. Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Messieurs Henri LALOUX et Denis POMIKALA en qualité d'Administrateurs pour une durée de quatre (4) ans. Cette durée expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice 2017.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

6. Sixième Résolution

L'Assemblée nomme Messieurs Benjamin NZAILU et Bruno KAMBAJA en qualité de Commissaires aux Comptes suppléants pour une durée de trois (3) ans. Cette durée expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes l'exercice 2016, sous réserve de leur agrément par la Banque Centrale du Congo.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

7. Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un ou plusieurs originaux des présentes à l'effet de procéder aux formalités légales d'authentification et de dépôt au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Bruno DEGOY

Scrutateur

Jean-Christophe MAURIN

Scrutateur

Jean Espoir BAKATUINAMINA

Secrétaire

Henri LALOUX

Président

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 24 MARCH 2014

I › DISCUSSION

The first item on the agenda of the General Meeting of shareholders was the Board's report to the General Meeting, presented by the session Chairman. The Chairman first reviewed the RDC's macroeconomic context in during 2013 and then analysed the Bank's results for fiscal year 2013.

The Chairman then gave the floor to Mr Bruno KAMBAJA, representative of the Statutory Auditor, PricewaterhouseCoopers, to present his report on the Bank's books, balance sheet and accounts for fiscal year 2013.

After discussion of the other agenda items, the following resolutions were approved by an absolute majority of votes.

II › RESOLUTIONS

II.1 First Resolution

The General Meeting of shareholders approved the Board's activity and the Bank's accounts for fiscal year 2013.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.2 Second Resolution

The General Meeting of shareholders approved the Statutory Auditor's Annual Report on the Bank's books for fiscal year 2013.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.3 Third Resolution

The General Meeting of shareholders approved the Bank's fiscal year 2013 balance sheet and its accounts showing a loss of CFAF 1,041,702,671 and the loss was allocated to balance brought forward.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.4 Fourth Resolution

The General Meeting of shareholders gave full and unreserved discharge to the Directors and Statutory Auditor for the execution of their mandates during fiscal year 2013.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.5 Fifth Resolution

The Annual General Meeting reappointed Mr Henri LALOUX and Mr Denis POMIKALA as Directors for a term of four (4) years. Their terms will expire after the Ordinary Annual General Meeting that will rule on the accounts for fiscal 2017.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.6 Sixth Resolution

The Annual General Meeting appointed Mr Benjamin NZAILU and Mr Bruno KAMBAJA as Deputy Statutory Auditors for a term of three (3) years. This term will expire after the Ordinary Annual General Meeting that will rule on the accounts for fiscal 2016, on the condition that they have been certified by the Central Bank of Congo.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

II.7 Seventh Resolution

The Annual General Meeting conferred all powers on the bearer of one or more originals of these minutes to accomplish all necessary legal authentication and filing formalities with the New Trade and Personal Property Credit Registry.

This resolution was put to the vote and unanimously approved.

Bruno DEGOY

Scrutineer

Jean-Christophe MAURIN

Scrutineer

Jean Espoir BAKATUINAMINA

Secretary

Henri LALOUX

Chairman

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont préparés, à l'exception de la réévaluation des immobilisations, selon la méthode conventionnelle du coût historique et conformément aux principes comptables généralement acceptés en République Démocratique du Congo et aux recommandations et instructions de la Banque Centrale du Congo.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA au cours de change du 31 décembre 2013, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVICES

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en monnaie nationale au taux de change approchant ceux applicables par le système bancaire à la date de la transaction.

Les gains ou pertes de changes dégagés en cours d'exercice sur les opérations commerciales sont enregistrés dans le compte de profits et pertes.

Les actifs et les passifs monétaires sont convertis en monnaie nationale au taux de change moyen de la Banque Centrale du Congo en vigueur à la date du bilan. L'ajustement sur position de change qui en découle est enregistré en compte de profits et pertes en accord avec les instructions de la Banque Centrale du Congo.

PROVISION POUR RECONSTITUTION DU CAPITAL

Selon le Décret n° 4/048 du 20 mai 2004, les banques commerciales sont autorisées à constituer une provision pour reconstitution du capital qui est fiscalement déductible.

Cette provision est déterminée sur la base de l'équivalent en devise du capital social et de l'évolution du taux de change à l'ouverture et clôture de l'exercice comptable après prise en compte de la plus-value de réévaluation des immobilisations dégagée dans l'exercice comptable.

LES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

Les crédits à la clientèle comprennent les crédits aux entreprises et les crédits aux particuliers.

Les crédits aux entreprises sont destinés à financer l'exploitation et l'investissement alors que les financements aux particuliers sont essentiellement des crédits à la consommation.

Le portefeuille de crédits est composé principalement des crédits à moyen terme (d'une durée de 1 à 5 ans) et une infime part des financements à court terme (d'une durée allant jusqu'à 1 an) et de découverts.

L'ensemble du portefeuille crédits a été provisionné en ligne avec les normes de la Banque Centrale du Congo. Les taux de provisionnement des crédits varient en fonction de la nature des garanties auxquelles ces crédits sont adossés et ils s'appliquent aussi bien aux crédits sains qu'aux créances litigieuses.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Elles figurent au bilan pour le montant de leur coût en Francs Congolais historique, corrigé par l'application des dispositions de l'Ordonnance Loi n° 89/017 du 18 février 1989 portant sur la réévaluation obligatoire de l'actif immobilisé des entreprises en République Démocratique du Congo. Pour permettre aux entreprises de procéder à la réévaluation des immobilisations, le Ministère des Finances ou l'Administration fiscale publie les coefficients légaux applicables à la clôture de chaque exercice comptable.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la valeur comptable des immobilisations selon le taux annuel en fonction de la durée de vie utile estimée.

La BOA-RDC a retenu pour ses principaux actifs immobilisés les durées de vie ci-après :

DURÉE DE VIE	ANNÉES
AMÉNAGEMENTS ET INSTALLATIONS	10
MATÉRIEL ET MOBILIER	10
MATÉRIEL INFORMATIQUE	3
MATÉRIEL DE TRANSPORT	4
IMMEUBLE	25/40
FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT	3

TAUX DE CONVERSION

Les taux de conversion au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 s'établissent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
	FC	FC
1 US\$ =	917,500	917,500
1 EUR =	1 264,517	1 215,800
1 XAF =	1,930	1,850

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS				
DE 1 MOIS À 3 MOIS	8 127 673 513	457 390 573	5 589 163 703	591 540 211
DE 3 MOIS À 6 MOIS		22 146 057 459		37 677 090 720
DE 6 MOIS À 2 ANS	5 325 154 645		8 157 828 961	
DE 2 ANS À 5 ANS				
PLUS DE 5 ANS				
TOTAL	13 452 828 158	22 603 448 032	13 746 992 664	38 268 630 931

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	1 189 607 638	13 058 744 981	2 796 009 661	23 792 951 921
DE 1 MOIS À 3 MOIS			6 375 989 795	
DE 3 MOIS À 6 MOIS				
DE 6 MOIS À 2 ANS	1 268 261 216	4 583 069 387		6 720 531 559
DE 2 ANS À 5 ANS	22 418 219 118		37 588 962 924	
PLUS DE 5 ANS			174 391 014	
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	651 339 110		1 212 962 556	
TOTAL	25 527 427 082	17 641 814 368	48 148 315 950	30 513 483 480

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	18 820 141 354	9 804 698 703	33 903 428 452	15 043 688 814
ENTREPRISES PRIVÉES	6 707 285 728	7 656 956 935	14 244 887 498	15 292 995 925
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS				
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS		180 158 730		176 798 741
TOTAL	25 527 427 082	17 641 814 368	48 148 315 950	30 513 483 480

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	911 829 728	1 584 625 996
PROVISIONS POUR DÉPRECIATION	403 399 346	521 462 318
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	508 430 382	1 063 163 678
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	142 908 728	149 798 879
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	651 339 110	1 212 962 556

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Pas d'immobilisations financières sur la période indiquée.

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	571 531 377	51 334 219		622 865 596
FRAIS DE PREMIERS ÉTABLISSEMENTS	685 035 079			685 035 079
IMMOBILISATIONS BRUTES	1 256 566 456	51 334 219		1 307 900 675
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	899 441 435	244 807 579		1 144 249 014
TOTAL NET	357 125 021	296 141 798		163 651 661

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	12 097 654 894	724 650 063		12 822 304 957
• IMMOBILISATIONS EN COURS	155 876 345	355 986 467		511 862 812
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	11 892 001 732	356 860 160		12 248 861 892
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	49 776 817	11 803 436		61 580 253
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				
AMORTISSEMENTS	1 679 776 443	967 987 063		2 647 763 506
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	1 673 541 917	962 536 114		2 636 078 031
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	6 234 526	5 450 949		11 685 475
TOTAL NET	10 417 878 451	-243 337 000		10 174 541 451

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	133 824 489	395 447 700
VALEURS NON IMPUTÉES		
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	63 579 347	94 464 100
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	161 570 574	
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	64 959 728	150 487 630
TOTAL	423 934 138	640 399 430

* En CDF.

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES	145 271 378	326 990 541
DETTES SOCIALES	23 024 554	30 373 002
CRÉDITEURS DIVERS	235 984 912	399 388 157
DETTES RATTACHÉES	141 804 878	
DIVERS	45 308 511	-59 855 597
TOTAL	591 394 233	696 896 103

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	240 202 601	262 816 462
PRODUITS À RECEVOIR	46 574 664	236 093 265
DIVERS	408 751 820	6 770 154 288
TOTAL	695 529 085	7 269 064 015

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	139 515 197	2 164 449 653
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	285 467 895	270 920 408
DIVERS	4 596 949	
TOTAL	429 580 041	2 435 369 144

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Pas de Provisions pour Risques et Charges sur la période indiquée.

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.	204 939 307		215 308 455	420 247 762
PRIMES LIÉES AU CAPITAL				
RÉSERVES LÉGALES				
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES	3 390 000 003			3 390 000 003
AUTRES RÉSERVES	1 120 292 170			1 120 292 170
CAPITAL SOCIAL	14 774 082 500		917 500	14 775 000 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	-4 825 186 301	-3 203 934 387		-8 029 120 688
RÉSULTAT 2012	-3 203 934 387	3 203 934 387		
RÉSULTAT 2013			-1 041 702 671	-1 041 702 671
TOTAL	11 460 193 292	0	-825 476 716	10 634 716 576

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en CDF, par année de dotation) :

Année	Montant
2009	
2010	59 800 000
2011	146 010 156
2012	-870 849
2013	215 308 455
SOIT AU 31/12/2013	420 247 762

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – RDC s'élève à 20 millions de (USD).

Il est composé de 20 000 titres d'une valeur nominale de 1000 USD.

Actionnaires	Structure
BOA GROUP S.A.	40,01 %
AFH-OCÉAN INDIEN	25,00 %
PROPARCO	14,98 %
BIO	19,98 %
DIVERS	0,03 %
TOTAL	100,00 %

* En CDF.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	312 523 028	1 998 424 345
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	312 523 028	1 998 424 345
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	312 523 028	1 998 424 345
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS REÇUS	312 523 028	1 998 424 345
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	312 523 028	1 998 424 345
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	312 523 028	1 998 424 345
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	6 040 290	118 706 989
• À VUE	426 528	13 082 703
• À TERME	5 613 762	105 624 286
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	2 483 037 417	4 743 185 232
• CRÉANCES COMMERCIALES		
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	144 898 244	400 484 211
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	297 908 974	453 515 900
• CRÉDITS À MOYEN TERME	2 040 230 198	3 889 185 121
TOTAL	2 489 077 707	4 861 892 221

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	484 393 786	967 601 192
• À VUE	9 149 814	2 868 466
• À TERME	475 243 971	964 732 726
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	223 352 863	309 139 160
• À VUE	61 832 377	141 653 315
• À TERME	161 520 486	167 485 845
TOTAL	707 746 649	1 276 740 351

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	1 217 157 843	2 481 813 799
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 217 157 843	2 481 813 7996
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	102 750 391	226 957 396
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	1 857 000	1 536 767
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	100 893 391	225 420 629

* En CDF.

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 554 419 781	1 744 898 075
CHARGES SOCIALES	725 506 789	1 011 035 224
TOTAL	2 279 926 569	2 755 933 299

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	240 682 923	327 998 675
REDEVANCE DE CRÉDIT BAIL		
LOYERS	502 572 652	446 506 683
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	126 962 850	203 345 747
PRIMES D'ASSURANCE	131 541 776	127 092 067
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	64 933 521	143 050 683
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	51 272 021	209 899 489
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	135 696 709	383 125 231
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	146 198 287	185 268 452
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	281 783 060	335 390 154
JETONS DE PRÉSENCE	26 415 080	68 477 955
MOINS VALUES DE CESSIONS		
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	1 040 261 038	1 187 349 103
TOTAL	2 748 319 915	3 617 504 238

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	1 072 292 866	1 212 794 639
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	835 140 064	1 094 426 723
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	4 801 092	5 450 949
• FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT	232 351 710	112 916 967
REPRISES		
TOTAL	1 072 292 866	1 212 794 639

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	434 163 664	390 071 990
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES		
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-188 004 521	-106 165 642
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-2 457 828	
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		-29 196 518
TOTAL	243 701 315	254 709 830

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

CATÉGORIES	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	5	5
CADRES LOCAUX	33	37
GRADES		
EMPLOYÉS	51	71
PERSONNEL NON BANCAIRE		
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	89	113

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	15 176 058 665	15 965 459 052
• BILLETS ET MONNAIES	1 723 230 507	2 218 466 388
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	13 452 828 158	13 746 992 664
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	63 571 657	
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	22 648 756 543	37 882 377 073
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	457 390 573	96 369 783
• REFINANCEMENTS	22 146 057 459	37 786 007 290
• AUTRES SOMMES DUES	45 308 511	
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	17 641 814 368	30 513 483 480
• COMPTES ORDINAIRES	17 641 814 368	30 513 483 480

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En CDF
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	-1 041 702 671
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	-8 029 120 688
TOTAL À RÉPARTIR	-9 070 823 359
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	
DIVIDENDE	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	-9 070 823 359
TOTAL RÉPARTI	-9 070 823 359

6 / RÉSULTAT DES QUATRE DERNIERS EXERCICES

Nature	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE				
• CAPITAL SOUSCRIT OU DOTATION EN CAPITAL**	5 600 000 000	10 154 104 500	14 774 082 500	14 775 000 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	10 000	15 000	20 000	20 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE**				
• CHIFFRE D'AFFAIRES	1 700 136 319	3 791 119 984	4 244 194 361	8 352 334 376
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-1 146 612 002	-1 860 248 921	-1 832 466 445	523 492 264
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	2 300 000	3 791 120	4 448 240	3 558 591
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-1 698 370 449	-3 126 751 315	-3 203 934 387	-1 041 702 671
RÉSULTAT PAR ACTION*				
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-114 661	-124 269	-91 846	25 997
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-169 837	-208 450	-160 197	-52 085
PERSONNEL				
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	27	76	89	113
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE**	616 539 560	1 573 536 571	2 279 926 569	2 755 933 299
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	8 695 811	91 914 642	126 651 492	186 665 364

* En milliers de CDF - ** En unités de CDF

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – 22, Avenue des Aviateurs – Kinshasa-Gombe – BP 7119 Kin1 – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

☎ : (243) 99 300 46 00 – Swift : AFRICDKSXXX – @ : <infos@boa-rdc.com>

AGENCES KINSHASA / KINSHASA BRANCHES

AGENCE CENTRALE

22, Avenue des Aviateurs
Kinshasa-Gombe – BP 7119 Kin1
☎ : (243) 84 600 04 55 / 99 300 46 00

COMMERCE

42, Avenue du Commerce
Kinshasa-Gombe
☎ : (243) 84 600 04 79 / 99 300 46 00

VICTOIRE

2, Avenue Popo-Kabaka
Kinshasa-Kasa Vubu
☎ : (243) 84 600 04 54 / 99 300 46 00

AGENCE ÉLITE

22, Avenue des Aviateurs
Kinshasa-Gombe – BP 7119 Kin1
☎ : (243) 84 600 04 26 / 99 300 46 00

DELVAUX

39 Bis, Route de Matadi
Kinshasa-Ngaliema
☎ : (243) 84 600 04 81 / 99 300 46 00

AGENCE DU 30 JUIN

22B, Boulevard du 30 juin
Kinshasa-Gombe
☎ : (243) 84 600 04 76 / 99 300 46 00

BUREAU AVANCÉ TRIANGLE

9, Avenue du Bloc, Quartier Dumez
Kinshasa-Mont Ngafula
☎ : (243) 84 600 04 81 / 99 300 46 00

AGENCE RÉGIONALE / REGIONAL BRANCH

GOMA

10, Avenue des Ronds-Points – Quartier des Volcans
Goma
☎ : (243) 84 600 04 83 / 99 300 46 00